

GRAND ENTRETIEN AVEC *Jón Gnarr*



Cet article a pu être réalisé grâce au soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.



« La politique c'est comme un grand magasin de bonbons »

Fin 2009, l'Islande est au fond du gouffre. La crise économique mondiale a mis à mort le secteur financier de cette petite île de 330.000 habitants, contrainte de renoncer brutalement à un mode de vie confortable. Lorsque se profilent les élections municipales de 2010, la grande majorité de la population n'accorde plus la moindre confiance à une classe politique jugée démagogue et corrompue. Le comédien Jón Gnarr en profite pour lancer le "Meilleur Parti", une formation politique satirique qu'il présente aux élections avec un programme farfelu et ouvertement malhonnête. Six mois plus tard, le Meilleur Parti remporte la majorité des sièges à Reykjavik et consacre Jón Gnarr nouveau maire de la capitale. Entretien avec le roi autoproclamé des "laissez-pour-compte", un an après la fin de son mandat.



Chap 1. Les années punk d'un enfant "retardé"

"J'ai été interne dans un hôpital psychiatrique. Je ne connaissais pas les noms des rues de Reykjavik, à l'âge de cinq ans et diagnostiqué comme étant mais je suis quand même devenu chauffeur de taxi, "un peu lent". Pour dire les choses simplement, et je passais le reste de mon temps dans les salles de concert où mes amis punk se produisaient le soir. De temps en temps, les musiciens me demandaient de monter sur scène j'étais retardé et m'a envoyé quelques années plus tard dans un camp pour adolescents perturbés. Quand je suis revenu à Reykjavik, j'avais perdu toute connexion sociale. Les gens ne me connaissaient pas, ma chambre avait été transformée en chambre d'hôte, et j'ai commencé à me chercher des petits boulots.



Chap 2. Un anarchiste dans la course à la mairie

"Pour bien comprendre ce qui s'est passé en 2008, il faut revenir aux prémisses de la crise. Au début des années 2000, les choses étaient devenues totalement surréalistes. Les revenus de la finance étaient astronomiques, les banquiers possédaient des jets privés, tout le monde avait une grosse voiture... J'y avait tellement de Range Rover dans les rues qu'on avait l'impression qu'elles étaient fabriquées chez nous!"

Puis tout s'est écroulé. Du jour au lendemain, les gens ont perdu leur travail, leur maison, leur voiture et toutes leurs économies. Ma belle-mère a dû emménager chez nous parce qu'il ne lui restait plus rien. Toute la population était en colère, moi aussi, et j'ai réalisé que le problème venait du fait que les gens comme moi n'allait jamais au front. J'étais un anarchiste qui critiquait la société depuis son canapé. J'ai donc décidé qu'il était temps de faire quelque chose, que j'étais capable de faire quelque chose, et que les élections municipales qui arrivaient étaient un terrain de jeu idéal.



Peu de gens semblent le réaliser, mais la comédie est un art, une philosophie qui permet d'exprimer énormément de choses. Ce n'est pas parce que vous êtes drôle que vous n'êtes pas sérieux et que vous ne pouvez pas déhoncer une situation qui vous dérange. D'une certaine manière, j'étais donc déjà très politique lorsque la crise a éclaté en Islande, même si je n'avais aucun intérêt pour la vie politique au quotidien au point d'ignorer l'identité du maire de Reykjavik et celle du président des États-Unis !



Comme j'étais comédien, j'ai inventé un personnage d'homme politique chanceux et égocentrique. Une sorte d'idiot inspiré des surrealistes, un mélange entre Groucho Marx, Tony Blair et un vendeur américain de voitures d'occasion que je viendrais balader dans les meetings politiques pour attirer l'attention et semer le plus de confusion possible.

J'ai mis sur pied mon "Manifeste surréaliste", une compilation incroyable des idées les plus racoleuses de tous les autres partis politiques - et je me suis rendu dans le plus grand nombre de meetings possible en tant que candidat.



Au début, rien de ce que je disais n'avait de sens. Je m'amusais à lire des passages de livres pour enfants en expliquant à l'audience qu'il s'agissait des fondements de la philosophie islandaise. Au lieu de tuer les baleines, j'ai proposé qu'on les domestique et qu'on négocie avec elles pour qu'elles acceptent de transporter gratuitement des containers afin de booster nos exportations. Lors d'un meeting, j'ai surpris mes adversaires en train de prendre des engagements qu'ils ne pourraient jamais tenir. Le pays était totalement en faillite, mais ils déclaraient publiquement qu'ils allaient investir dans la construction de parcs publics dont on savait pertinemment qu'ils ne seraient jamais le jour. Alors j'ai surenchérit en m'exclamant : "Ce n'est pas assez, les Islandais méritent mieux ! Je vous promets de retrouver tous les dinosaures de Jurassic Park et de leur construire des enclos. Ce sera peut-être un peu dangereux au début, mais on construira des clôtures." Tout ce que je disais faisait les gros titres, c'était un vrai bonheur.

Une campagne électorale est comme un gigantesque magasin de bonbons pour un comédien : des propos totalement sincères sont parfois considérés comme une blague, et des choses stupides, interprétées sérieusement. »

Chap 3 - La création du Meilleur Parti

Rien de tout cela n'aurait toutefois été possible si je n'avais pas au préalable créé un parti politique. Je me suis rendu au registre national où j'ai demandé : "Est-il compliqué de créer un parti politique ?"

On m'a répondu : "Non, remplissez ce questionnaire et indiquez-y votre nom, votre numéro de sécurité sociale et le nom du parti." Dix minutes et vingt euros plus tard, j'avais mon parti politique. La personne m'a ensuite demandé si je voulais participer aux élections municipales à venir, j'ai répondu "oui", et elle a exigé que je lui fournisse quelque chose que je n'avais pas du tout envisagé jusque-là : une liste de candidats. J'ai donc posté sur Facebook et j'ai demandé à mes amis s'ils voulaient s'inscrire sur la liste, en leur garantissant qu'ils n'auraient rien à faire. Il était techniquement possible pour des inconnus de rejoindre le Meilleur Parti, mais en réalité, c'était une blague : le lien ne menait nulle part. J'avais conçu tout ça comme une plaisanterie !



Mes proches ont tout de même insisté pour que je m'entoure également de personnes plus sérieuses, comme Heida, qui est devenue mon assistante par la suite, et qui venait de terminer une thèse en sciences politiques. J'ai accepté parce que je ne savais pas où toute cette aventure allait me mener, et parce que j'avais réellement besoin de quelqu'un pour m'épauler et me canaliser.



Je souffre depuis toujours de troubles de l'attention et je suis atteint d'une rare forme de migraines. Dès que je me retrouve dans une situation de stress intense, je subis de petites attaques cardiaques. Je ne sais plus parler, je ne comprends plus rien de ce que mes interlocuteurs me racontent.



Progressivement, les choses ont donc cessé d'être une blague. J'ai arrêté d'être le personnage que j'avais créé pour redevenir moi-même. Mais deux jours avant le vote, j'ai décidé de tout quitter. J'étais horriblement effrayé par le monde de la politique, cette petite élite composée de familles riches et surpuissantes qui dirigent le pays. Lorsque je suis arrivé sur la scène politique, ils tigolaient. Mais quand ils ont réalisé que je ne partirais pas et que le Meilleur Parti devenait une réelle menace dans les sondages, ils sont devenus beaucoup plus agressifs. Tous les coups étaient permis, ma famille était visée, et je n'avais aucune envie de devenir un combattant.

J'ai réfléchi toute une nuit à la possibilité d'abandonner, et le lendemain, lors d'un très gros meeting télévisé, j'ai annoncé que je me retirais de la campagne - avant de crier, quelques secondes plus tard : "Je rigole ! J'étais cassé, fatigué et effrayé, mais j'ai ressuscité tel le Phoenix". Ce qui a littéralement terrassé mes adversaires. Ils ne savaient pas du tout si je blaguais ou si j'étais débile au point de me prendre réellement pour le Phoenix."

Chap 4. Jon Gnarr, maire de Reykjavik

« Deux jours plus tard, nous remportions les élections avec 34,7 % des voix devant les conservateurs et les socio-démocrates. Sur le moment, j'ai ressenti la même chose que lorsque j'ai appris que j'allais devenir papa pour la première fois : j'étais absolument ravi, mais je ne savais pas du tout à quoi m'attendre et encore moins si je serais à la hauteur. »



B. Pétursdóttir
parlementaire
Bright Future

Quand j'ai découvert que j'allais travailler dans un gigantesque bureau avec quinze personnes à mon service, j'ai également eu le sentiment que j'étais devenu le personnage que j'interprétais : un politicien naïf et surréaliste, qui se retrouve impliqué dans des événements qui le dépassent totalement. Mais j'ai pris les choses au sérieux, et une fois en place, j'ai fait ce que je sais faire de mieux, c'est-à-dire communiquer et donner ma confiance. Je m'en suis entièrement remis aux 8000 travailleurs de l'administration et je les ai coordonnés le mieux possible. »

Crise oblige, nous avons été contraints de couper dans les dépenses pour boucler le budget de la ville. J'ai donc focalisé mon action sur les pauvres. Nous avons augmenté l'offre de services publics et créer des pistes cyclables pour que les gens ne soient plus dépendants de leur voiture.



Au terme de mon mandat, le Meilleur Parti a été dissout, mais il laisse sans conteste quelque chose derrière lui. J'ai récemment été en contact avec des gens du parti de gauche radicale Podemos en Espagne. Ils m'ont expliqué que notre expérience en Islande les avait directement influencés.

Malgré nos résultats aux élections, beaucoup de gens n'étaient pas du tout ravis de nous voir arriver au pouvoir. Reykjavik avait toujours été un bastion des conservateurs, qui ont assez mal vécu le fait de le perdre au profit d'un clown dégénéré. Ils m'ont donc mis des bâtons dans les roues et les deux premières années se sont avérées extrêmement difficiles. Je travaillais énormément, je devais régler des problèmes auxquels je n'avais jamais été confronté et comprendre des choses auxquelles je ne m'étais jamais intéressé. Mais plus notre mandat avançait, plus les sondages étaient favorables. La succession de maires et de mandats avortés durant les années qui ont précédé notre arrivée, avait plongé la ville dans un certain chaos politique auquel les anarchistes se sont plutôt bien adaptés. En quatre ans, nous avons rétabli une certaine stabilité et j'ai été le premier maire à arriver au terme de son mandat depuis les années 1970.

Selon les tous derniers sondages, la majorité de la population m'aurait élu pour un deuxième mandat, mais je ne me suis pas représenté, essentiellement pour des raisons de santé. J'étais éprouvé, mes migraines étaient de plus en plus intenses. Quand je repense à ces quatre années, j'ai le sentiment du devoir accompli, mais je suis également conscient que je ne pourrai plus jamais remonter sur scène. Je suis plus réfléchi, plus sérieux, et j'ai sans doute laissé dans cette expérience une partie de mon innocence.

En fin de compte, j'ai un peu le sentiment que nous avons été le premier mammifère dans le monde des dinosaures : une petite bête poivrade et discrète qui n'a l'air de rien, mais qui représente indéniablement le futur. »

Éclairage :

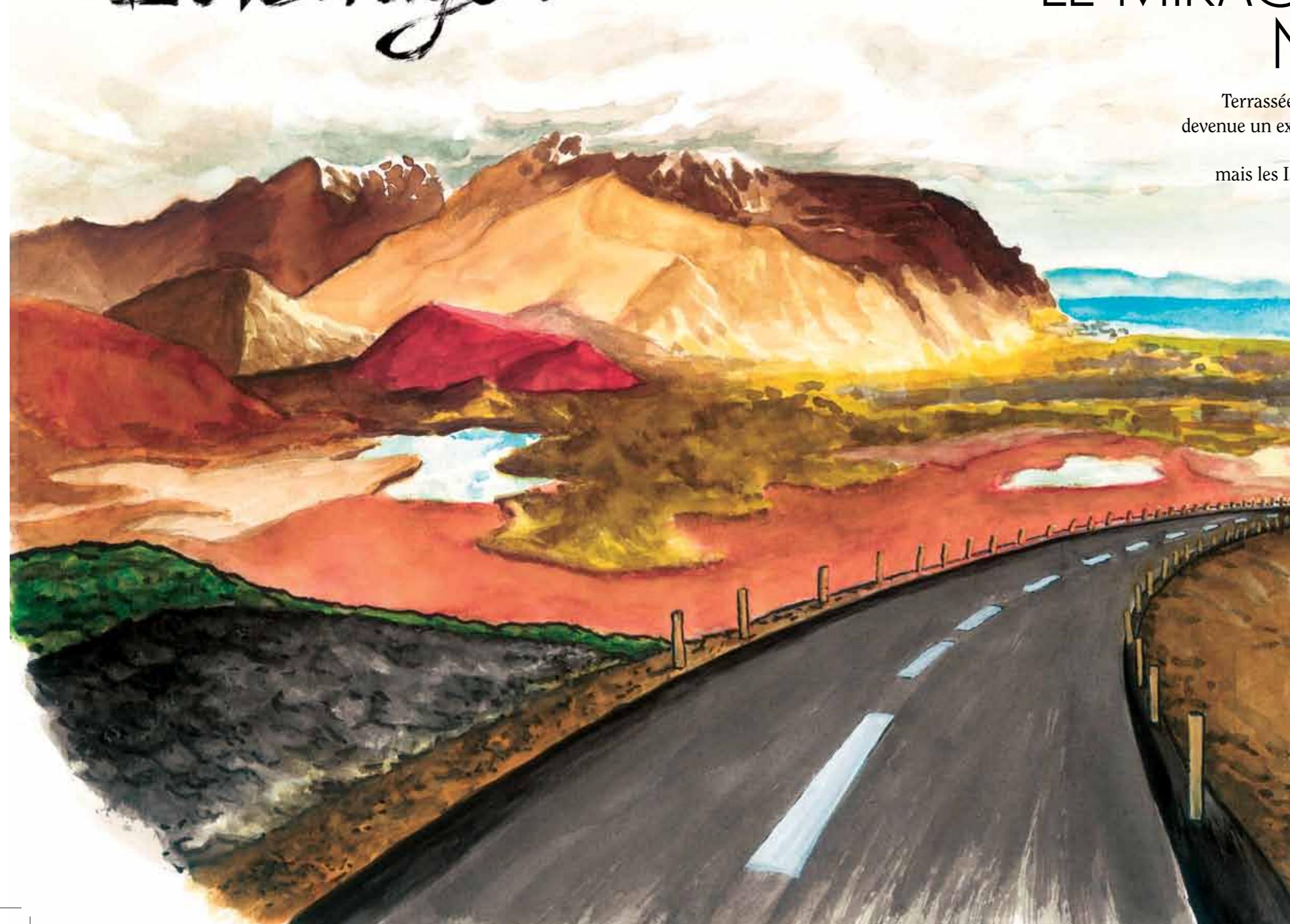
«LE MIRACLE ISLANDAIS N'EXISTE PAS»

Terrassée par la crise de 2008, l'Islande est rapidement devenue un exemple en refusant de payer pour ses banques.

Sept ans plus tard, la croissance est revenue, mais les Islandais sont de retour dans la rue et refusent de parler de «miracle».

Leifr Ericsson a de quoi être contrarié. Le célèbre guerrier viking dont la statue surplombe Reykjavik depuis 1930 a toujours joui d'une vue panoramique sur la capitale islandaise et le bras de mer qui l'entoure. Mais depuis quelques mois, voilà qu'il doit composer avec un nouveau bâtiment. Une tour envahissante dressée juste devant le front de mer, où seront bientôt disponibles «les logements les plus chers d'Islande». Une flopée d'appartements de luxe intégralement vendus sur plan, qui semblent crier haut et fort à tous les habitants: «La crise est terminée». Et pour cause: au fond du gouffre en 2008, l'Islande s'est redressée à une vitesse inouïe. Les restaurants sont à nouveau bondés, les grosses cylindrées ouvertement exhibées, et le pays s'est permis d'afficher l'année passée un taux de croissance de 4% avec un chômage inférieur à 5%.

Mais il flotte pourtant dans l'atmosphère comme un parfum de désillusion. Une colère froide, péniblement contenue par une partie des habitants, dont les mines se renfrognent à la simple évocation du «miracle islandais». «Le monde entier a l'air de penser que le pays a utilisé une recette inédite et que la vie est redevenue comme avant, mais c'est faux», s'énerve Tina Sigurson. Cette anthropologue, mère de deux petites filles, a récemment décidé d'ouvrir les portes de sa maison aux touristes pour arrondir ses fins de mois. Comme beaucoup d'Islandais d'une petite quarantaine d'années, la crise a fait grimper ses dettes, son salaire a diminué et la jeune femme a beaucoup de mal à voir l'avenir avec sérénité.



De la pêche aux jets privés

«Pour bien comprendre l'ampleur de la crise en Islande, il faut revenir au début du XX^e siècle», insiste l'économiste Ragnar Arnason que nous rencontrons dans les bâtiments ternes de l'Université de Reykjavik. «À l'époque, le pays était pauvre. La majeure partie de notre économie reposait sur la pêche, et notre politique de développement consistait essentiellement à repousser les navires étrangers pour accéder à de nouveaux stocks de poisson. En 1994, lorsque les autorités ont décidé de rejoindre l'Espace économique européen, elles ont libéralisé le marché et le secteur financier. La pêche, quelques industries et les banques ont été privatisées, la population s'est empressée de saisir les opportunités qui se sont présentées, et au début des années 2000, notre croissance économique a explosé.»

Pendant plusieurs années, Kaupthing, Landsbanki et Glitnir, les trois principales banques du pays, profitent de la demande mondiale de capitaux pour acquérir un nombre considérable d'actifs étrangers, et empruntent massivement sur les marchés pour se financer. «Les agences de notation partaient du principe que plus la banque était grosse et diversifiée, plus sa situation était bonne, se remémore Asgeir Jonsson, alors chief economist de Kaupthing. À chaque fois que nous faisions une acquisition étrangère, le rating de la banque progressait, et l'afflux de capitaux étrangers entraînait une hausse de la couronne islandaise et du pouvoir d'achat de la population.»

Pour les Islandais, c'est la ruée vers l'or. La population vit largement au-dessus de ses moyens et emprunte à tout va dans un pays où le crédit est roi. Mais le 15 septembre 2008, la bulle finit par exploser. L'annonce de la faillite de la banque américaine Lehman Brothers atomise le secteur financier du monde entier, et les banques islandaises – qui font dix fois la taille du PIB national – sont particulièrement exposées. «Nos banques étaient remplies d'actifs toxiques, reconnaît Ragnar Arnason. Après la chute de Lehman Brothers, leurs lignes de crédit ont instantanément été coupées et elles étaient incapables de se financer.»

En moins d'une semaine, les banques s'écroulent, la couronne islandaise s'effondre et l'État n'a pas les moyens de renflouer son gargantuesque secteur financier. «Le gouvernement a réalisé qu'il n'avait pas la capacité de payer, poursuit Ragnar Arnason. Mais également qu'il n'avait pas de raisons de le faire. L'État n'était pas directement impliqué dans les banques et les abandonner

toucherait principalement les pays étrangers. Il a donc décidé de les scinder en deux: les "good banks" d'un côté – dotées des actifs les moins toxiques – et les "bad banks" de l'autre – destinées à être démantelées, pour rembourser les créanciers avec la vente des actifs restants, qui à l'époque ne valaient plus rien.» L'Islande a refusé de sacrifier son peuple, mais elle n'en reste pas moins en difficulté.

Elle sollicite le FMI qui accepte de lui prêter plus de deux milliards de dollars, en échange d'un programme d'austérité relativement léger.

«En quelques jours, les «Vikings de la finance» sont passés du statut de héros nationaux à celui de sacs à merde»

HELGÍ GUNNL AUGSSON,
SOCIOLOGUE

Théoriquement épargnée, la population voit ses dettes exploser. «Beaucoup d'Islandais avaient contracté des emprunts en devises étrangères pour payer leur maison ou leur voiture, explique Ragnar Arnason. Avec la chute de la couronne, ces emprunts sont devenus extrêmement chers à rembourser et le taux d'endettement a augmenté d'au moins un tiers. D'autres avaient choisi d'emprunter en couronnes, mais leurs emprunts à eux étaient indexés sur l'évolution générale des prix, qui ont également explosé avec la crise.» En l'espace de quelques jours, le pouvoir d'achat des Islandais s'écroule, les prix et leurs emprunts augmentent et leurs maisons ne valent plus rien. Dans un pays où il était pratiquement inexistant, le chômage profite de la situation pour grimper, et la population islandaise décide de faire quelque chose qu'elle n'avait jamais fait par le passé: elle descend dans la rue.

La grogne des Islandais

«Les gens sont descendus dans la rue par milliers avec leurs casseroles, se remémore le sociologue Helgi Gunnlaugsson. En quelques jours, les dirigeants et les "Vikings de la finance" comme on les appelait avant la crise, sont passés du statut de héros nationaux à celui de sacs à merde. Ils ne pouvaient même plus être vus en public sous peine de se faire taper dessus.»

Survolté, le peuple obtient rapidement la démission du directeur de la banque centrale, celle des dirigeants de l'agence de contrôle du secteur financier et celle du gouvernement qui s'engage à organiser de nouvelles élections et à rédiger une nouvelle constitution. Pour la première fois dans l'histoire du pays, une coalition majoritaire de gauche arrive au pouvoir quelques mois

plus tard et instaure de nouvelles taxes qui visent prioritairement les nantis et les grandes entreprises, pour renforcer la protection sociale.

Malgré ces mesures, le climat reste moribond. Alors que le FMI avait annoncé une reprise de la croissance en 2010, le chômage frôle les 12 % tandis que les projets portés par la gauche comme le lancement d'un processus d'adhésion à l'Union européenne et la rédaction de la nouvelle constitution restent au point mort.

Reykjavik, où vivent les deux tiers des habitants, sombre elle aussi dans le chaos politique et laisse les maires se succéder d'année en année avant de voir débarquer un drôle d'hurluberlu: un comédien nommé Jón Gnarr qui vient de se lancer dans les élections municipales. «La crise a agi comme un immense aspirateur qui a évacué tout le crédit accordé aux politiques, à la communauté bancaire et à l'autorité de manière générale, se remémore le sociologue Helgi Gunnlaugsson. Lorsqu'il se présente aux élections, Jón Gnarr sent très bien qu'il a une opportunité à saisir: il est drôle, il se moque du système et il représente une réelle alternative à ces leaders corrompus, pour une population qui finit par se dire qu'il ne pourra pas être pire que les autres.» «Les gens étaient fatigués d'entendre parler de crise, de faillite, de toute cette négativité, ajoute de son côté Jón Thor Olofsson qui rejoindra le parti Pirate à sa création en 2012. Ils voulaient se concentrer sur l'avenir et recevoir des solutions concrètes à des problèmes concrets. Ce que Jón Gnarr a parfaitement réussi à utiliser avec son style imprévisible.»

Six mois plus tard, Jón Gnarr est élu. Il prend contre toute attente son boulot au sérieux, et se retire en fin de mandat avec une cote de popularité inédite qui ouvre la porte à l'arrivée d'autres formations alternatives – au niveau national, cette fois – comme le parti Pirate ou Bright Future qui gagnent chacun plusieurs sièges aux élections législatives de 2013.

Les conservateurs reviennent à la barre

Petit à petit, l'économie islandaise se redresse, les salaires regagnent leur niveau d'avant-crise, et malgré l'émergence de ces nouvelles formations, la traditionnelle coalition conservatrice revient au pouvoir. «Les socialistes ont fait du bon boulot, estime Helgi Gunnlaugsson, mais ils ont dû nettoyer un carnage et augmenter les taxes pour combler le déficit énorme du gouvernement. On ne pouvait pas vraiment espérer qu'ils soient réélus. Bright Future, de son côté, avait été

lancé par des anciens du Meilleur Parti de Jón Gnarr mais n'a pas vraiment tiré profit de sa popularité parce que leur nouvelle formation était plus classique. Quant aux conservateurs, ils ont convaincu la population que les choses pouvaient redevenir comme avant.»

Le pays vit désormais de ses ressources naturelles, d'une industrie de la pêche plus efficace et d'un tourisme en pleine croissance. Mais pour une bonne partie de la population, la crise est loin d'être terminée, et plusieurs milliers de personnes sont à nouveau descendus dans la rue au printemps 2015.

«Nous faisons face à un défi majeur, prévient l'économiste Ragnar Arnason. Pour éviter que le pays ne s'écroule, en 2008, le gouvernement a instauré un contrôle des capitaux. Ce qui a permis d'empêcher un rapatriement massif de fonds à l'étranger et de contrôler artificiellement la valeur de la couronne pour la stabiliser. Mais ce "capital control", qui ne devait durer que quelques mois, est toujours en place aujourd'hui. Tant qu'il sera appliqué, aucune entreprise étrangère ne viendra investir en Islande.»

Faute de libre circulation des capitaux, les investissements étrangers sont rares, les offres d'emploi ne sont pas légion ou ne correspondent pas aux ambitions des jeunes qui ne sont pas forcément attirés par l'hôtellerie ou la pêche, et le pays doit faire face à une importante fuite de ses cerveaux vers la Norvège. «Si nous n'avions pas le tourisme, le pays serait en récession, avertit Asgeir Jonsson. L'Islande est sortie de la crise, elle a jeté ses banquiers en prison, mais le système en place est toujours le même, et dès que nos dirigeants supprimeront le contrôle des capitaux, nous serons à nouveau dans une situation délicate.»

Valentin Dauchot

